



## Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. limitée  
26 avril 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**Une mondialisation centrée sur le développement:**

**vers une croissance et un développement équitables et durables**

### Texte de négociation de synthèse du Président pour la treizième session de la Conférence

26 avril 2012

11 heures

1. Depuis la douzième session de la Conférence à Accra en 2008, des changements se sont produits dans l'économie mondiale, tandis que des problèmes persistants demeurent. Aussi les décideurs cherchent-ils donc des moyens plus efficaces de progresser dans la voie d'un développement plus équitable et plus durable et de promouvoir une mondialisation centrée sur le développement.

14. Une croissance économique vigoureuse peut rendre les ajustements liés à la transformation structurelle plus faciles à gérer. Une croissance et un développement équitables et durables passent également par une protection sociale qui protège les populations vulnérables et remédie aux inégalités, y compris entre hommes et femmes, et entre les différentes régions d'un pays. Cela peut contribuer à un processus de développement plus harmonieux et plus prévisible, et aussi à protéger contre les chocs et les crises pouvant accompagner une croissance rapide et la transformation vers une économie plus ouverte et plus intégrée. Le juste équilibre en croissance, équité et protection sociale ne peut être déterminé qu'en fonction des conditions et des contraintes locales.

17 h) Mettre davantage encore l'accent sur les besoins des PMA dans tous ses domaines de compétence conformément au Programme d'action d'Istanbul;

32 f) Concevoir des approches permettant de stimuler la diversification économique et de promouvoir une production à valeur ajoutée, y compris à travers l'investissement, en vue d'offrir des perspectives économiques égales à tous, en particulier aux femmes et aux jeunes;

32 g) *bis.* En collaboration avec l'OMC, le CCI et d'autres partenaires compétents, renforcer ses travaux relatifs aux bases de données sur les mesures non tarifaires, continuer d'analyser l'impact des mesures non tarifaires sur les perspectives de commerce et de développement des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, et continuer de participer à l'Initiative sur la transparence dans le commerce;

32 h) Continuer de fournir une assistance technique aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, dans le domaine du commerce international des biens et services;

32 i) Continuer d'apporter un appui aux pays en développement tributaires des produits de base, en particulier aux pays africains et aux pays les moins avancés, par un examen des politiques engagées, un dialogue et des activités d'assistance technique pour que la production et le commerce des produits de base, y compris la promotion de la diversification et l'intégration des politiques relatives aux ressources naturelles dans les stratégies nationales de développement, contribuent le plus possible au développement;

32 l) Poursuivre ses activités d'assistance technique, de recherche et d'analyse et de concertation sur les questions de facilitation du commerce, de transport et les questions associées;

32 o) La CNUCED devrait aider les pays en développement à analyser les importantes relations entre filets de protection sociale, commerce et développement.

37. L'intégration régionale, complétée par une coopération interrégionale, peut aider les pays en développement à mettre des liens commerciaux plus étroits au service d'une croissance et d'un développement équitables et durables. On peut citer parmi les initiatives allant dans ce sens différents accords régionaux de commerce et d'investissement en Afrique et en Amérique latine, et la création de réseaux régionaux de production en Asie, auxquels participent certains PMA. L'intégration régionale, notamment les accords commerciaux régionaux (ACR), devrait stimuler l'intégration de la production et soutenir la diversification économique, en particulier dans les PMA et les PDSL. Les ACR devraient être compatibles avec le système commercial multilatéral afin d'améliorer l'accès aux marchés.

38. En tant que complément et non pas substitut de la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud constitue un aspect positif de la coopération internationale devant permettre aux pays en développement d'augmenter leur potentiel de croissance et de développement et, s'ajoutant à la coopération triangulaire, d'accroître l'efficacité et la qualité de la coopération internationale.

40 a) Réaliser des travaux de recherche et d'analyse et faire connaître les meilleures pratiques concernant toutes les formes de coopération, y compris la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire;

40 b) Évaluer régulièrement et promouvoir un consensus sur la façon dont la coopération et les partenariats pour le développement, y compris dans le cadre de la coopération Sud-Sud, peuvent contribuer à accélérer la réalisation des OMD, en particulier dans le cas des PMA et de l'Afrique;

40 c) S'attacher à déterminer comment la coopération Sud-Sud, d'autres modalités de coopération régionale et autre, ainsi que d'autres accords de coopération peuvent contribuer à un développement plus rapide des pays en développement, en particulier des PMA;

40 h) Resserrer sa coopération avec d'autres organisations menant des activités de renforcement des capacités dans le domaine du commerce, notamment dans le cadre du Groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives;

40 l) Aider les PMA à évaluer leurs progrès en matière de mobilisation des ressources, de diversification économique et de compétitivité à l'appui de leurs stratégies nationales de développement;

40 m) Soutenir la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, adopté à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, en ce qui concerne le

commerce, le développement et les questions associées dans les domaines du financement, de la technologie, de l'investissement et du développement durable;

48. C'est en général dans les pays en développement sans littoral que les coûts de transport et de transit sont les plus élevés, comme il est reconnu dans le Programme d'action d'Almaty. L'absence d'accès à la mer, l'éloignement des principaux marchés, l'inadéquation des installations de transit, la lourdeur des procédures de dédouanement et le franchissement des frontières, les contraintes réglementaires ainsi que la faiblesse des mécanismes juridiques et institutionnels entravent les efforts que ces pays déploient pour renforcer leurs capacités productives et être compétitifs sur les marchés mondiaux. Ces handicaps structurels et géographiques, qui les empêchent d'exploiter pleinement la contribution potentielle du commerce à une croissance économique soutenue et à un développement équitable doivent être surmontés, notamment en poursuivant les efforts déployés aux niveaux international et national pour mettre en œuvre le Programme d'action d'Almaty. Il doit être prêté attention aux difficultés rencontrées par les pays en développement de transit, pour ce qui est notamment de développer et de maintenir des systèmes de transit et de transport efficaces. La mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce aux niveaux régional et multilatéral peut aussi considérablement aider les pays en développement sans littoral et les autres pays en développement à surmonter ces obstacles.

49. En ce qui concerne les transports et la logistique commerciale, les petits pays insulaires en développement sont eux aussi défavorisés en raison de leur éloignement et de leur isolement géographique. Dans le cadre de la mondialisation, les coûts logistiques et les obstacles non tarifaires sont devenus des facteurs décisifs de la compétitivité globale de ces pays. Des volumes de transport faibles et des distances importantes se traduisent généralement par des coûts de fret et de logistique élevés et des services peu fréquents, dans les transports maritimes comme dans les transports aériens.

57 g) En collaboration avec la FAO, qui est l'organisme des Nations Unies spécialisé dans les questions agricoles:

- i) Poursuivre ses travaux dans le domaine des produits de base agricoles afin d'aider les pays en développement à rendre plus durable et à renforcer leur production agricole, leur sécurité alimentaire et leurs capacités d'exportation. Ces travaux devraient tenir compte des besoins des petits exploitants et de l'émancipation des femmes et des jeunes;
- ii) Poursuivre ses travaux sur l'agriculture biologique; et
- iii) Poursuivre ses travaux sur les produits de base, la sécurité alimentaire et l'investissement dans l'agriculture, en tenant compte des besoins particuliers de l'Afrique, des PMA et des pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, en coopération avec d'autres organisations compétentes;

57 j) Conseiller les petits États insulaires en développement pour la conception et la mise en œuvre de politiques répondant aux problèmes commerciaux et logistiques particuliers à ces pays en raison de leur éloignement et de leur isolement géographique;

57 p) Poursuivre ses travaux de recherche et d'analyse dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation, en utilisant les capacités y relatives pour soutenir le développement national, aider l'industrie locale à devenir plus compétitive et amplifier les efforts des pays en matière de diversification des exportations;

57 q) Entreprendre des travaux de recherche et apporter une assistance technique aux pays en développement concernant les technologies de l'information et de la communication (TIC) et la mise en œuvre des grandes orientations du Sommet mondial sur la société

d'information (SMSI) et en tant que secrétariat de la Commission de la science et de la technique au service du développement;

62. Au cours des dernières années, certains pays en développement sont passés de la production de produits de base à celle d'articles manufacturés et de services à plus forte intensité de compétences et de technologie. Dans bien des cas, cette évolution a été favorisée par une intégration progressive des pays en développement dans les chaînes mondiales de valeur. De nombreux pays en développement tributaires des produits de base, en particulier des pays africains et des PMA, ne sont pas encore parvenus à mettre en place une économie plus diversifiée et rencontrent des problèmes dans ce domaine.

64. Il reste important de préserver l'équilibre et l'efficacité du régime international de droits de propriété intellectuelle, ainsi que de promouvoir et de protéger le savoir traditionnel, les ressources génétiques, l'innovation et les pratiques, conformément aux recommandations convenues dans le Plan d'action de l'OMPI pour le développement. Des efforts sont nécessaires aux niveaux national et international pour préserver, protéger et promouvoir l'utilisation durable du savoir traditionnel, du folklore et des ressources génétiques et veiller à un partage juste et équitable des avantages qui en sont tirés.

64 *ter*. Appuyer le renforcement des capacités commerciales dans les pays en développement, en particulier les PMA;

g) Avec l'appui des partenaires de développement, contribuer au développement de bases de données et de capacités statistiques nationales dans les PMA;

---